

RAPPORT

Mission de Cités Unies France et du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine. Gaza et Cisjordanie, du 1er au 8 mars 2009



Sommaire

Introduction : participants et programme de la mission

1. Rencontre avec l'unité de soutien aux négociations de l'OLP

- Le conflit à Gaza
- La sécurité et la légitime défense d'Israël
- Quelle situation pour les Israéliens et les Palestiniens après l'offensive militaire ?
- Le constat des violations de la feuille de route présentée par l'Autorité palestinienne

et les Nations Unies

2. Entretiens

Conclusion

Les participants

La délégation, menée par Charles Josselin, président de Cités Unies France, se composait d'une quinzaine d'élus issus du Grand Ouest et de la Banlieue parisienne.

Un double objectif a motivé cette mission : d'une part la volonté de porter un signe de solidarité au peuple palestinien, d'autre part la volonté d'effectuer une visite de terrain pour la mise en œuvre des activités liées au fonds de solidarité pour Gaza lancées par Cités Unies France et le RCDP.

Charles Josselin, président de Cités Unies France

Bertrand Gallet, directeur de Cités Unies France

Simone Giovetti, chargé de mission, Cités Unies France

Loïc Cauret, Maire de Lamballe

Alain Desmarest, Premier Vice-président du Conseil général du Val-de-Marne

Alain Audoubert, Maire de Vitry-sur-Seine

Jean-Philippe Magnen, maire adjoint, ville de Nantes

Rose Gomis, maire adjointe, ville de Saint Denis

Stephan Peu, maire adjoint, ville de Saint Denis

Patricia Cereijo, conseillère régionale, Conseil régional Pays de la Loire

Gnamé Bagayoko, maire adjointe, ville de Saint-Ouen

Thierry Touzet, chargé de mission, ville de Saint-Ouen

Catherine Barbotin, maire adjointe, ville de Rennes

Véronique LeBihan, maire adjointe, ville d'Aubervilliers

Christine Ratzeltogo, maire adjointe, ville d'Aubervilliers

Le programme de la mission

<u>JOURS</u>	<u>MATIN</u>	<u>APRÈS-MIDI</u>	<u>SOIR</u>
Dimanche 1 mars	Départ pour Amman	AMAN Arrivée à l'aéroport Queen Alia Airport	AMAN Nuit à l'hôtel
Lundi 2 mars	AMAN 8h00 : Départ pour le point de passage « Pont d'Allenby » 13h00 : déjeuner	RAMALLAH 16h00-17h00 : Maen ERAKAT, directeur général de la Negociation Support Unit (NSU, équipe d'experts qui assiste l'Autorité Palestinienne dans la négociation sur le statut final de la Palestine lors des rencontres diplomatiques et de paix avec Israël)	RAMALLAH 19H30 : Dîner Nuit à l'hôtel City Inn Palace Al Bireh , Al Sharafaeh
Mardi 3 mars	GAZA 8h00 : départ pour point de passage à Errez 09h30-10h30 : passage d'Errez	GAZA 14h00-16h00 : déjeuner de travail avec M Gaëtan Pellan (directeur du CCF) présentation des activités du CCF/ vernissage « Traces de Guerres » au CCF. Entretiens prévus avec les	GAZA Hotel

		ONG humanitaires et l'ICRC	
Mercredi 4 mars	GAZA 10h00-12h00 : visites aux lieux détruits à la ville de Gaza et à Jabalia.	GAZA 12h30-13h30 : rencontre avec M John Ging –directeur de l'UNRWA « 14h00-16h00 : déjeuner avec M Pellan au CCF. Entretiens prévus avec le WHO, le WSP, l'UNICEF et le CMWU. 20h30-22H00 : l'ACTED: présentation de programme de <i>'poor farmers to poor families</i>).	GAZA Commodore Hôtel
Jeudi 5 mars	GAZA 9h30 : Départ de l'hôtel pour point de passage de Errez 14h00 : déjeuner à l'hôtel à Ramallah	RAMALLAH 14h30-15h30 : S.E.M. Ziad Al-Bandak, Ministre de la Gouvernance Locale. 15h30 : Rencontre avec S.E.Dr. Riad Al-Malki, Ministre des affaires étrangères 16h30 : S.E.Dr. Salam Fayyad, Premier Ministre palestinien	RAMALLAH Dîner Restaurant Darna Nuit à l'hôtel City Inn Palace Al Birch , Al Sharafach

Vendredi 6 mars	JERUSALEM Départ pour Jérusalem 11h15 (SCAC) : rencontre avec M. Jean-Paul GHONEIM, conseiller de coopération et d'action culturelle au Consulat Général de France à Jérusalem	JERUSALEM 15h30 : Rencontre avec M.Alain REMY, Consul général de France à Jérusalem 17h45 : OCHA	JERUSALEM Dîner libre Nuit Méridien hôtel
Samedi 7 mars	JERUSALEM 8h30 Départ pour le « Pont d'Allenby »	AMAN 01h55 : Queen Alia Airpor Départ pour Paris	JERUSALEM

1. Rencontre avec l'unité de soutien aux négociations de l'OLP (*Negotiations Support Unit* (NSU))

M. Alex Kouttab, conseiller

M. Xavier Abu Edi, conseiller

Muzna Shihabi, conseiller

Le conflit à Gaza

Gaza, c'est 1,6 million d'habitants. Selon les chiffres rapportées par l'équipe d'experts qui assiste l'Autorité palestinienne dans la négociation sur le statut de la Palestine et confirmés par l'OCHA, les trois semaines de l'offensive militaire israélienne, débutée le 27 décembre 2008, ont fait 1.440 morts. La zone industrielle de Gaza a été complètement détruite et le Parlement palestinien, financé par l'Union européenne et achevé depuis quelques mois seulement, n'est plus qu'une ruine. Des bâtiments publics, des hôpitaux, le théâtre de Gaza, des écoles américaines ont été également touchés.

Quelle est la situation aujourd'hui à Gaza après 22 jours de guerre ?

Les bombardements ont touché de manière indiscriminée aussi bien des quartiers résidentiels que des bâtiments publics (écoles, mosquées, centres de police). Des bâtiments des Nations Unies ont également été lourdement touchés.

Les réseaux d'eau et le réseau électrique de la Bande de Gaza ont été endommagés.

Toujours selon l'OCHA sur les 1440 Palestiniens tués, 431 étaient des enfants et 114 étaient des femmes. Plus de 5.380 Palestiniens (1872 enfants et 800 femmes) ont été blessés. Selon un premier sondage effectué par le PNUD, 14.000 habitations ont été entièrement ou partiellement détruites. Selon le centre des statistiques palestinien plus de 50.000 Palestiniens ont perdu leurs maisons et plus de 100.000 sont déplacés.

La pauvreté, le chômage et la destruction atteignent des niveaux sans précédents. 88% de la population de Gaza est aujourd'hui entièrement dépendante de l'aide internationale qui passe par « *the world Food Programme WFP* » et de l'aide de l'Agence de Nations Unies pour les réfugiés (UNRWA). 48% des structures sanitaires de Gaza ont été endommagées ou complètement détruites y compris 15 hôpitaux et 41 centres de première urgence.

Parmi les besoins les plus urgents on dénombre : l'alimentation, l'eau potable, le gaz et le matériel médical. Faire entrer l'aide humanitaire à Gaza est actuellement une priorité pour les agences internationales et notamment celles de l'ONU. Israël limite fortement l'accès de l'aide. L'OCHA rapporte que, pendant le mois de janvier 2009, Israël avait permis l'accès de 122 camions par jour (en janvier 2007, l'entrée à Gaza était permise à 631 camions par jour).



Israël continue à contrôler la Bande de Gaza. En septembre 2005, Israël a évacué de Gaza 8500 colons et retiré ses troupes dans la périphérie immédiate de Gaza. Depuis, Israël a intensifié le contrôle effectif sur la Bande de Gaza, en limitant l'accès et le mouvement des

personnes et des biens, l'espace aérien, l'espace maritime et tous les points de passage et d'accès. Alors que les besoins en nourriture, gaz, médicaments ont augmenté de façon exponentielle, les importations et les exportations ont été presque complètement interdites.

Les Palestiniens qui vivent dans la Bande de Gaza ont besoin des permis délivrés par Israël pour sortir. Le système des permis israéliens couvre également l'entrée de produits alimentaires et des médicaments. Même avant la prise de contrôle de la Bande de Gaza par le Hamas, l'Autorité nationale palestinienne n'a jamais été libre d'exercer ses droits et son autorité sans la permission israélienne.

Pour cette raison, au regard du droit international, Israël est une puissance d'occupation à Gaza, et à ce titre doit respecter la quatrième convention de Genève ainsi que les décisions de La Haye.

Après le désengagement en novembre 2005, Israël, au nom de sa sécurité face aux roquettes tirés depuis Gaza, a commencé à mettre en place une politique de fermeture totale. En juin 2007, la fermeture de Gaza est devenue la norme. Les importations à Gaza ont été réduites de façon drastique tandis que les exportations ont été complètement bloquées. L'économie de Gaza a été progressivement détruite. Du 15 septembre 2008 à mai 2009, 98% des activités industrielles de Gaza se sont arrêtées à cause de l'embargo, avec seulement 23 industries qui restaient en activité (avant la guerre) sur les 3900 entreprises de Gaza. Plus des 40.000 producteurs agricoles et plus de 70.000 travailleurs dans d'autres secteurs ont perdu leur travail. Le niveau de pauvreté touche aujourd'hui 79,4% de la population.

La destruction de l'infrastructure économique de Gaza prive les Palestiniens des bases nécessaires pour reconstruire leur vie.

Les infrastructures civiles de Gaza ont été gravement touchées. Le manque de matériel de réparation et de fioul ne permet plus aux Palestiniens d'avoir une vie normale.

La sécurité et la légitime défense d'Israël

L'unité de soutien aux négociations de l'OLP précise que Israël, comme tous les Etats est en droit d'agir en légitime défense pour protéger ses citoyens, mais Israël ne peut exercer ce droit que dans les limites du droit international et du droit international humanitaire.

L'article 51 de la charte des Nations Unies prévoit qu'un Etat a le droit à se défendre, individuellement ou collectivement, si une attaque armée a lieu. Si la légitime défense est offensive, cela doit être justifié. Une réponse armée n'est concevable qu'en réponse à une attaque armée effectuée par des forces régulières et non pas comme réponse à des incidents de frontière (même s'ils sont récurrents). L'assaut israélien à Gaza a été jugé disproportionné et indiscriminé comme le montrent les 1440 Palestiniens tués et les 5380 blessés. Sur la même

période, 14 Israéliens ont été tués (dont 11 soldats), 183 civils et 340 militaires israéliens ont été blessés, ce qui représente un ratio de 100 morts palestiniens pour un mort israélien.



Quelle situation pour les Israéliens et les Palestiniens après l'offensive militaire ?

Après cette guerre, peu de choses ont changé en matière de sécurité pour Israël. Le nombre de tirs a augmenté tandis que les tunnels ayant été détruits entre l'Égypte et Rafah, et par où transitent entre autres les armes, ont été aussitôt reconstruits.

Le désespoir des Palestiniens s'accroît tandis que leur capacité de révolte augmente, ce qui contribue à renforcer le cercle vicieux.

Les familles des 413 enfants tués qui demandent justice au nom du droit international, ont compris qu'elles n'avaient rien à attendre, et de nombreux Gazaouis nous ont demandé des comptes sur l'impunité exorbitante dont jouissent les Israéliens. La sécurité et la paix pourront être atteinte qu'en mettant un terme à l'occupation israélienne. Seules des négociations pour lever l'embargo pourront garantir la paix et la sécurité.

Les Israéliens et les Palestiniens ont le droit de vivre en paix et en sécurité à l'intérieur des frontières sûres et reconnues. Par ailleurs, la sécurité et l'autodétermination sont au centre du

compromis historique palestinien depuis la négociation d'un Etat palestinien viable sur 22% de la Palestine historique.

Le constat des violations de la feuille de route présentée par l'Autorité palestinienne

Les colonies

La construction et l'extension des colonies, des maisons et des infrastructures, se poursuivent et se sont accélérées en Cisjordanie, en particulier autour de Jérusalem-Est.

Le ministre israélien de la construction et de l'habitat a identifié des projets de construction dans 77 sites à l'intérieur de 9 colonies installées en Cisjordanie, ainsi qu'à Jérusalem-Est, pour un total de 4554 unités d'habitation. **94 %** de ces unités d'habitation se trouvent dans la région métropolitaine de Jérusalem, dont **43 %** dans la colonie de Har Homa avec 1962 habitations et 540 dans la colonie de Betar 'Illit dans la région de Bethlehem. Ce à quoi il faut rajouter 144 habitations dans la colonie de Alfe Menashedans la région de Qalqilya et 30 unités dans la colonie de Qarne Shomron à Salfit.

Selon les derniers chiffres fournis par le gouvernement israélien (30 septembre 2008), **près de 3182 unités d'habitation dont 1493 unités cofinancées par le gouvernement et 1698 privées** sont actuellement en construction en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Cela représente une augmentation de la colonisation de 7% depuis septembre 2007 alors que 2.985 unités d'habitation étaient en construction.

Après la conférence d'Annapolis (décembre 2007 – novembre 2008), le gouvernement israélien a lancé un plan de construction de 777 nouvelles unités d'habitation en Cisjordanie. Cela représente **une augmentation de 34% par rapport à la période précédant Annapolis.**

La construction des maisons privées dans les colonies a subi une augmentation **de 45% au cours de l'année 2007** avec 686 nouvelles unités.

Les routes et des infrastructures

La construction d'infrastructures dans les 3 plus grandes colonies et autour de Jérusalem-Est s'est poursuivie de novembre 2007 à novembre 2008 (avec aussi le creusement de 3 tunnels adjacents autour de la Mosquée de Al-Aqsa) ;

La première phase de la construction du tramway, destiné à relier les colonies de Pisgat Ze'ev, Neve Ya'kov et French Hill et Jérusalem-Ouest, a démarré.

La construction des routes et d'infrastructures se poursuit dans la zone située entre Jérusalem-Est et la colonie de Ma'ale Adumim.

Le mur de séparation

La construction du mur se poursuit en Cisjordanie, en plein territoire palestinien, notamment autour de Jérusalem-Est et dans le sud de la Cisjordanie. Selon l'OCHA (Organisation des Nations Unies chargée des affaires humanitaires dans les Territoires Palestiniens), **57% (415 Km) des 723 Km du mur planifiés ont été complétés. 79% du mur ont été construits à l'intérieur de la Cisjordanie.**

La planification de l'occupation et les colonies

Dans les 12 mois qui ont suivi Annapolis le gouvernement israélien a lancé 19 appels d'offre publique pour la construction des colonies, **pour un total de 2300 nouvelles unités d'habitation (17 fois le nombre d'appel d'offre d'avant Annapolis). 77% de ces implantations se trouvent à Jérusalem-Est contre 34% avant Annapolis.**

Permis de construire dans les colonies

Le gouvernement israélien a délivré des permis pour la construction de **2021 nouvelles habitations** dans les colonies de la Cisjordanie dans les douze premiers mois après Annapolis. Il a aussi autorisé des plans de construction pour des milliers de nouvelles unités d'habitation partout en Cisjordanie (**9617 nouvelles unités d'habitation** dans les colonies). **Parmi celles-ci, 4370 unités** ont été approuvées et sont prêtes à être construites et peuplées : East Talpiot 620 unités, Har Homa 2,653 unités, Pisgat Ze'ev 759 unités, Ramot 338 unités, Gilo hôtels et résidences.

Attaques contre les palestiniens

Le nombre des Palestiniens blessés et tués par l'armée israélienne a augmenté sensiblement après novembre 2007. Dans les onze premiers mois de 2007, 330 Palestiniens ont été tués et 1706 ont été blessés par l'armée israélienne. Dans les onze mois suivant les accords d'Annapolis, **498 Palestiniens ont été tués et plus de 2148 blessés (soit une augmentation respectivement de 51% et 26%).**

La destruction des maisons

La destruction des maisons palestiniennes s'est également intensifiée depuis Annapolis, particulièrement autour de Jérusalem-est. Selon le comité contre les démolitions des maisons (ICAHD), les autorités israéliennes ont détruit **338 maisons palestiniennes** (depuis Annapolis), 99 d'entre elles à Jérusalem-Est, ce qui représente une augmentation des destructions de 21%.

Les démolitions effectuées dans le quartier de Silwan font partie d'un groupe de plus de 80 maisons dont la mairie de Jérusalem a ordonné la destruction en 2005 afin de **construire un parc urbain pour la colonie de Ir David**. Si la destruction des maisons se poursuit, plus de 1000 Palestiniens (dont 700 enfants) seront obligés de partir.

Le 18 novembre, les autorités israéliennes ont démoli la maison de Jamal Abu Sneineh, dans le **quartier de Jérusalem-Est de Issawiya**, qui se trouve entre la colonie israélienne *French hill* et l'**expansion de la colonie de Ma'ale Adumim**. Cette destruction a été justifiée par l'absence de permis de construire.

Révocation de permis de résidence

La police israélienne a révoqué les permis de résidence de plusieurs Palestiniens, en particulier des Palestiniens de Jérusalem, ce qui en pratique revient à une « déportation » physique des habitants de Jérusalem. Depuis 2006, Israël a révoqué les cartes de résidents à plus **de 1363 Palestiniens de Jérusalem-Est**.

Check points, blocus de routes, barrières physiques

Entre le 30 avril et le 11 septembre 2008, il a été compté **630 check points, blocus de routes et autres barrières physiques** qui empêchent le libre mouvement des Palestiniens. Cela représente une augmentation de plus de 12% depuis Annapolis et de plus de 68% depuis août 2005.

Le nombre des « check points volants » a également augmenté **de 35%** sur la même période.

Les indicateurs concernant la colonisation montrent clairement qu'Israël a accéléré sa politique d'implantation des colonies

	Avant Annapolis	Après Annapolis	% Augmentation
Appel d'offre pour la construction d'Unité d'habitation dans les colonies	137	2,300	1,580%
In Jérusalem-est	34%	77%	
Constructions financées par le gouvernement israélien	580	777	34%
Constructions privées autorisées (exclus Jérusalem-est)	686	998	45%
Unités d'habitation en construction (exclus Jérusalem-est)	2,985	3,182	7%

Jérusalem-est)

Permis de construction privés (exclus Jérusalem-est)	736	2,021	175%
--	-----	-------	------

Implantations des maisons planifiées à Jérusalem-est		10,000	
--	--	--------	--

Barrières levées (check points...)		0	
------------------------------------	--	---	--

Maisons palestiniennes et autres bâtiments détruits	279	338	21%
---	-----	-----	-----

Check point et block en Cisjordanie	563	630	12%
-------------------------------------	-----	-----	-----

Institutions palestiniennes rouvertes à Jérusalem-est	0	0	
---	---	---	--



2. Les entretiens (verbatim des rencontres)

Visite à Beit Hanoun et dans le quartier industriel de Jabalia Aded Abu Ramadan, directeur de « Food Industries Company »

La quasi-totalité des usines et des entreprises de Gaza a été détruite lors du conflit (environ 300 usines et ateliers détruits pendant les trois semaines de raids).

Le spectacle est le même partout dans cette zone industrielle située à environ deux kilomètres de la frontière. Il ne reste plus rien le long de la route orientale de la bande de Gaza. Une soixantaine d'entreprises de toute nature, de la fabrique de glace à la faïencerie en passant par l'usine électrique, ont été bombardées puis rasées de façon méthodique. Tsahal a fait table rase de l'industrie de la bande de Gaza.



Le rêve de la bande de Gaza depuis le désengagement israélien de l'été 2005 était de redonner une nouvelle vie à ce territoire surpeuplé une fois libéré de l'occupation. Les projets les plus fous avaient germé. Le blocus et les conflits inter-palestiniens les ont transformés en cauchemar. L'opération « Plomb durci » a poursuivi ce travail de sape de l'économie gazaouie, renforcé par l'imposition d'un étranglement qui n'a fait que s'amplifier depuis trois ans, c'est-à-dire depuis la victoire du Hamas aux élections législatives du 25 janvier 2006. Si avant le conflit, 97 % de la production industrielle était paralysée par le blocus, désormais, les 3 % restants ont été réduits à néant.

L'objectif est clair : rendre dépendante l'économie de Gaza du bon vouloir d'Israël, et envoyer sans doute un message à la population selon lequel le Hamas est responsable de ce qui s'est produit.

Rencontre au Centre Culturel français (CCF)

Gaëtan PELLAN, directeur du CCF



Vernissage photos arts plastique : la guerre en images. Résistance culturelle à Gaza

Le Centre Culturel français de Gaza, villa entourée d'un vaste jardin abritant une cafétéria « la Terrasse », est situé dans le quartier résidentiel de Rimal, non loin des universités, des ministères et du centre commercial de la ville. Le centre dispose d'une galerie, d'une médiathèque et de deux salles de cours.

Le CCF propose des concerts, des expositions photographiques et de peinture, des manifestations culturelles scientifiques, des projections de films de 35 minutes sous-titrés en arabe, etc. Il assure la promotion des jeunes artistes palestiniens, les échanges culturels franco-palestiniens, des manifestations exceptionnelles (fête de la musique, fête de la francophonie, salon du livre, printemps des poètes, journée de la femme, semaine du développement durable, journée du patrimoine...) sans oublier les grands événements sportifs diffusés sur grand écran.

Rencontre avec l'OCHA (Organisation des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires) et l'UNSCO (Unité spéciale de coordination)

M. Hamada A. AL-Bayari

M. Alexis Maslow

Les Palestiniens constituent le peuple le plus diplômé au monde, avec un taux d'alphabétisation de 98%, ce qui est paradoxal lorsqu'on voit que le chômage touche 49% de la population. Ce décalage important ne fait qu'accroître leur frustration.

L'ouverture des points de passages et la fin de blocus sont une nécessité et une priorité absolue. Israël enferme les Palestiniens de Gaza dans une vraie prison à ciel ouvert. La continuité entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie est également nécessaire. Le dialogue intra-palestinien et la réunification nationale sont aujourd'hui un autre grand défi pour les Palestiniens.



UNRWA (Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens)

M. John GING, directeur général de l'UNRWA

Au mépris des conventions de Genève, l'agence des nations unies, l'UNRWA, qui intervient à Gaza notamment dans le domaine de l'éducation en apportant des enseignements auprès de 200.000 élèves et dans le domaine de la santé (via 20 centres), a été victime d'une attaque de bombes au phosphore. Le hangar qui stockait papiers, manuels scolaires, vivres a été totalement détruit. À ces dégâts matériels auraient pu s'ajouter des lourdes pertes humaines puisque se trouvaient à proximité de ce hangar un réservoir de 100.000 litres d'essence.

Le directeur de l'UNRWA, John Ging confirme l'impression de frappes chirurgicales ciblées en connaissance de cause. L'UNRWA est décidé à déposer plainte au niveau international pour le non-respect du droit international qui protège notamment les agences des Nations Unies.

L'économie ayant été détruite, 80% des Gazaouis vivent grâce à l'aide des Nations Unies.

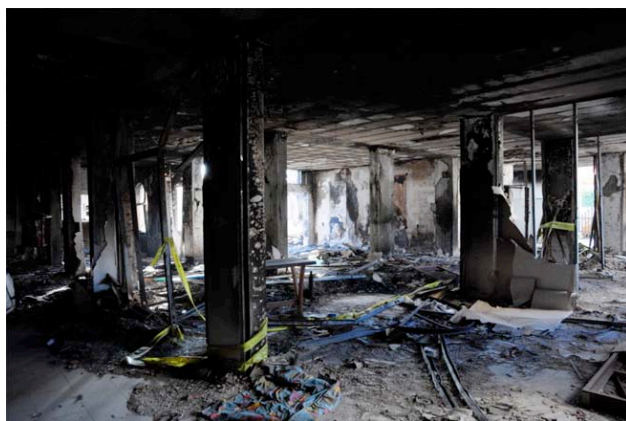
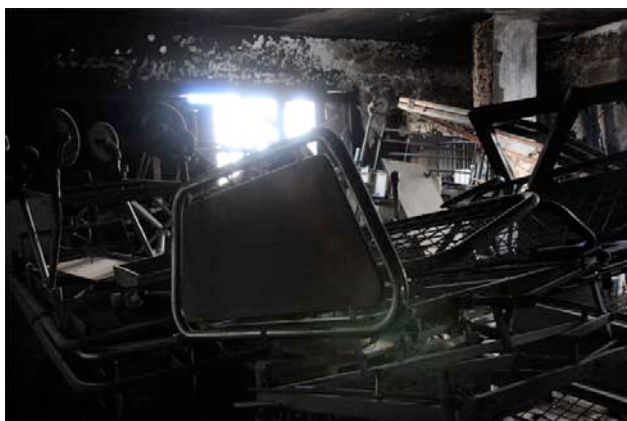
En même temps, la population palestinienne est parmi la plus éduquée du Moyen-Orient. L'éducation et la culture semblent être le dernier espoir qui reste aux Palestiniens. L'UNRWA fournit l'éducation à 70% de la population de Gaza, mais comment apprendre le droit aux enfants de Gaza si Israël interdit même le papier pour écrire à Gaza ? Parmi les 15 produits de la liste créée par Israël ayant le droit d'entrer dans la Bande de Gaza, il n'y a pas le papier...

Suite à cette guerre, l'UNRWA a réactivé son programme d'assistance alimentaire et aujourd'hui 80% des réfugiés dépendent de cette assistance. Des nouveaux programmes de micro-finance et des micro-entreprises ont été lancés pour venir en aide à « l'industrie » de Gaza et cela notamment après la destruction israélienne de plus de 300 entreprises de Gaza. Le fait que l'UNRWA est présente depuis 60 ans est la preuve de l'échec de la communauté internationale, mais sans l'UNRWA, la population de Gaza ne pourrait survivre à l'enfermement causé par Israël.



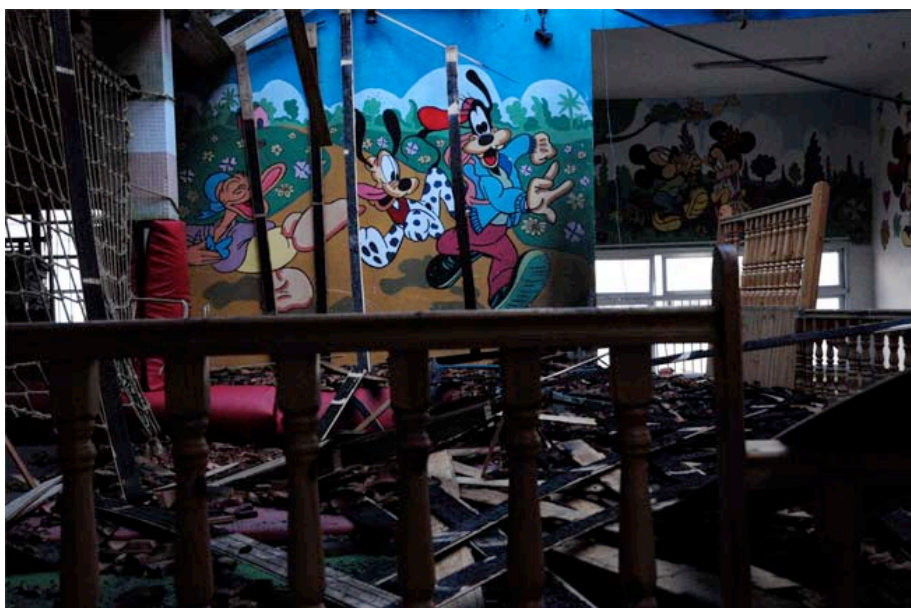
Hôpital Al Quds / Croissant Rouge

Géré par le Croissant-Rouge palestinien à Gaza, l'hôpital Al-Quds a été partiellement détruit par les bombardements israéliens.



Reportons ici un témoignage du médecin lillois Régis Garrigue présent au moment des bombardements :

« L'explosion a été assourdissante. La pharmacie de l'hôpital Al-Quds de Gaza vient d'être emportée par un tir d'obus. Des blessés ont été évacués à la hâte. Au petit matin, des centaines de personnes, bébés ou enfants dans les bras, ont pris la fuite à l'approche de l'armée pour se réfugier dans l'établissement situé dans le quartier résidentiel de Tal al-Hawa. Une colonne de chars a pris position dans un parc public au coeur du quartier. À l'intérieur de l'hôpital, les mères tentaient de consoler les petits qui hurlaient de terreur, tentant à grand-peine de les faire rire.



Des dizaines d'autres civils affluaient avec leurs bagages. Les médecins les accueillait tant bien que mal ». M. Garrigue était dans l'hôpital lorsque la pharmacie a volé en éclats.: « À 10

heures, on a entendu une énorme déflagration au deuxième étage du bâtiment, au service chirurgie, qui a détruit la pharmacie. On s'est couché par terre, on a essayé de voir ce qui était détruit. Peu de temps après, il y a eu une deuxième explosion, beaucoup plus forte. Il y avait comme des boules de feu un peu partout autour de l'hôpital. On a vu assez rapidement de la fumée qui partait du deuxième bâtiment de l'hôpital, un bâtiment de neuf étages qui abrite des cabinets de consultation et des services administratifs. On est passé par les urgences pour le rejoindre. Les flammes étaient très hautes. C'était un moment de grande angoisse : on était prisonniers dans le bâtiment, puisque l'armée israélienne tirait tout autour. »

Aujourd'hui les responsables des urgences nous dit que le nombre de blessés est important mais que la souffrance psychique est considérable chez les adultes et encore plus chez les enfants.

Le centre palestinien des droits de l'homme

M. Hamdi Shaqqura



Le résultat des élections et le choix des Palestiniens n'ont pas été acceptés. C'est tout simplement la preuve une fois de plus du non-respect du droit.

Le dialogue intra-palestinien est aujourd'hui décisif. Mais est-ce que le nouveau gouvernement d'unité nationale qui verra le jour prochainement sera encore une fois de plus boycotté par la communauté internationale ? La conférence au Caire c'est l'espoir d'une réunification du peuple palestinien qui se bat pour les mêmes droits depuis des décennies.

Israël veut un peuple palestinien affaibli et incapable de se gérer tout seul. Abbas se bat pour la paix sans aucun résultat sur le terrain : le siège à Gaza a été renforcé, la colonisation s'accélère et la construction du mur en territoire palestinien se finalise. Israël n'accepte pas le choix de la

paix. L'objectif a toujours été clair : faire durer Oslo le plus possible avec une politique du fait accompli.

Les partis israéliens sont malheureusement tous pareils, à droite comme à gauche, avec « un mérite de clarté » pour l'extrême droite qui dit ce que les autres pensent sans le dire.

Le centre palestinien veille au respect des droits des Palestiniens, et sur leur violation de la part d'Israël ou de la part de l'Autorité Palestinienne.

Le recours à la justice israélienne est très compliqué et les résultats très faibles. Actuellement, nous avons en cours des procédures auprès de la justice internationale.

Ramallah

Ministère du gouvernement local

S.E.M. Ziad Al-Bandak, Ministre de Gouvernance

Quel rôle pourraient avoir les collectivités locales françaises dans la reconstruction de la Bande de Gaza ? Comment venir en aide aux collectivités locales de la Bande de Gaza ?

L'AP, lors de la conférence de Sharm el Sheik, a présenté un document officiel qui énumère les besoins et les priorités pour les collectivités locales. Le budget demandé s'élève à 3 milliards de dollars. La communauté internationale s'est déclarée prête à verser 4,5 milliards.

L'eau, l'assainissement et l'électricité sont les services prioritaires gérés directement par les collectivités locales.

Il a été également convenu de mettre en place des mécanismes pour lancer les activités de reconstruction. Par exemple, certaines banques vont jouer le rôle d'intermédiaires pour permettre aux citoyens de reconstruire les maisons détruites et recevoir un dédommagement sur présentation d'un dossier certifiant les dégâts subis. Mais toute reconstruction sera improbable sans l'ouverture des points de passages fermés par Israël.

La situation des collectivités locales et des équipes municipales dans la Bande de Gaza est très délicate notamment depuis 2006. La prise du contrôle de la Bande de Gaza par le Hamas a causé la démission de plusieurs équipes municipales et le remplacement de certains maires. Cette situation complique les relations entre l'Autorité palestinienne et les collectivités locales de la Bande de Gaza.

Un dialogue interne a été lancé et se poursuit, avec, pour objectif, la création d'un gouvernement d'unité nationale. Ce gouvernement facilitera la reconstruction de la Bande de Gaza.

Le rôle des collectivités locales est central, pour la population palestinienne et pour le futur Etat palestinien. Le ministère du gouvernement local est prêt à étudier les mécanismes à mettre en place pour permettre que l'aide et la coopération puissent se faire en bon terme. La levée du blocus israélien de la Bande de Gaza est aujourd'hui la clé de la reconstruction.

Ministère des Affaires Etrangères

S.E.Dr. Riad Al-Malki, Ministre des affaires étrangères

La coopération internationale est une occasion importante pour travailler de la base vers le haut. Avec les collectivités territoriales c'est la société civile qui bénéficie directement de l'échange.

En mars 2002 les incursions israéliennes ont détruit quasiment la totalité des infrastructures créées par l'Autorité Palestinienne. En 2006 les bombardements de Gaza ont représenté le deuxième cycle de destructions qui ont pour but d'empêcher la création d'institutions nécessaires à la naissance d'un Etat palestinien. À cette époque, comme aujourd'hui, ce n'était pas le Hamas la vraie cible. L'objectif d'Israël est d'affaiblir l'Autorité Palestinienne et la lutte du peuple palestinien. Comme toujours pour Israël, l'Autorité palestinienne ne serait pas un partenaire dans les négociations. Cela sert d'argument pour la volonté israélienne de séparer Gaza de la Cisjordanie. Cette volonté de séparer Gaza du reste de la Palestine était claire déjà avec le plan de désengagement de Sharon en 2005.

L'objectif principal de la réunion en Egypte est la réconciliation pour renforcer l'unité palestinienne. La réunion qui a eu lieu le 26 février dernier était un bon début car les bases de la négociation ont été jetées. Le 10 mars, une rencontre a eu lieu avec 5 comités de négociation. Un gouvernement d'unité nationale devrait pouvoir se constituer pour la fin du mois de mars.

Mais, pour que ce gouvernement ait un vrai sens, il faut mettre un terme au blocus de la Bande de Gaza et rétablir l'indivisibilité de la Palestine.

Mais Israël veut-il vraiment la paix ?

La conférence d'Annapolis en novembre 2007 avait posé comme condition la fin de la colonisation, or nous trouvons en 2008 une colonisation 17 fois plus importante dans la Cisjordanie. Cela signifie qu'Israël ne veut pas mettre fin à sa politique de colonisation et de fait accompli.

L'union Européenne a un rôle clé à jouer. Le rehaussement des relations entre l'UE et Israël, ne va pas dans le sens de la paix (Cette décision a été gelée pour l'instant mais pas annulée). Il est difficile de pouvoir accepter une reconnaissance pareille quand Israël viole le droit international et poursuit l'occupation des Territoires Palestiniens. La démolition des maisons à Jérusalem-Est ainsi que l'implantation de nouvelles colonies et des nouveaux colons sont la preuve d'une politique agressive du fait accompli et du non respect absolu des accords de paix. La Grande Bretagne a pris la décision de condamner les implantations israéliennes et de boycotter les importations des produits fabriqués dans les colonies israéliennes.

Israël bénéficie d'une impunité totale. La violation du droit international n'est pas non plus un problème pour Israël, même si cela a pour conséquence d'empêcher la création d'un Etat palestinien.

Si Israël considère comme morte la solution de deux Etats, cela signe la fin certaine de son existence. La création d'un gouvernement israélien d'extrême droite, qui ne reconnaîtrait pas l'existence de la Palestine ni d'un Etat palestinien et qui n'arrête pas la colonisation, devrait être puni par la communauté internationale. Il ne serait pas possible de discuter de paix avec ce gouvernement.

S.E.Dr. Salam Fayyad, Premier Ministre palestinien



Les bombardements israéliens n'avaient pas comme priorité des objectifs militaires.
La communauté internationale est responsable de l'actuel blocus de la Bande de Gaza.
Israël bénéficie d'une impunité anormale.

Les Palestiniens attendent de voir si l'élection d'Obama apportera des changements concrets sur le terrain, ils ont arrêté de croire aux discours.

Pendant les derniers bombardements de Gaza, Israël a essayé de faire croire qu'il y avait une guerre entre deux Etats alors qu'il s'agissait d'une véritable agression, contre les Palestiniens.
La conférence de Sharm el Sheik a montré la volonté de la communauté internationale de venir en aide à la population de Gaza. Mais la seule **solution pour arriver à une situation de paix est la fin de l'occupation**. Le peuple palestinien a besoin d'un vrai message politique: si on veut parler de paix, cette paix doit se baser sur la fin de l'occupation.

La seule chose que les Palestiniens attendent depuis des décennies est un Etat avec des institutions fortes. Or, Israël depuis l'année 2000 vise systématiquement les institutions de l'AP pour empêcher la création d'un Etat. Gaza est une prison à ciel ouvert ; Israël ne respecte pas le droit international tandis que la communauté internationale impose le respect du droit aux Palestiniens, qui eux sont sous occupation étrangère.

Israël ne doit pas être considéré comme un pays au-dessus des lois.

L'UE doit dans les mots et dans les faits dénoncer les colonies. Boycoter les produits en provenance des colonies est le minimum qu'on puisse faire pour s'opposer concrètement à la colonisation. La construction du métro à Jérusalem-Est qui, reliant les colonies, n'aide pas à la paix.

L'Autorité palestinienne peut prêcher la paix, le dialogue, la reconnaissance d'Israël, mais tant que le peuple palestinien ne verra pas ses droits reconnus, il n'y aura pas de paix.

La demande du Premier ministre palestinien Salam Fayyad à la communauté internationale et à Israël pour construire une paix est très claire et repose sur quatre points :

- Arrêter les constructions de colonies, arrêter les incursions de militaires israéliens dans les villes ;

- Donner le droit aux Palestiniens de se déplacer librement en Cisjordanie et de la Cisjordanie vers Gaza ;
- Reconnaissance par Israël des deux Etats ;
- Fin des check points des blocus.

Depuis notre rencontre, Salam Fayyad, Premier ministre palestinien, a démissionné du gouvernement, événement qui pourrait être la première étape préalable à la mise sur pied d'un gouvernement israélien d'Union Nationale entre le Fatah et le Hamas. Un tel gouvernement mettrait fin aux divisions Palestiniennes encouragées par Israël et lèverait l'objection que celle-ci oppose aux Palestiniens pour ne pas négocier.

Quels résultats vont donner les récentes élections législatives en Israël ? Quel gouvernement prendra la tête de l'Etat d'Israël ?

Le Premier ministre Palestinien a réaffirmé que l'Autorité palestinienne reconnaissait l'existence d'Israël et elle attend une position claire du futur nouveau gouvernement qu'elle aille ou non dans le sens d'une reconnaissance d'un Etat Palestinien. Si Benjamin Netanyahu ne reconnaît pas la Palestine, cela forcera également la communauté internationale à avoir une position claire, nous a-t-il indiqué.

La communauté internationale pourra-t-elle continuer d'être aussi indulgente vis-à-vis d'Israël? Que se passera-t-il alors ? L'Etat israélien poursuivra-t-il sa politique de pourrissement de la situation avec la colonisation de la Cisjordanie, ainsi que sa politique du fait accompli qui poussera les Palestiniens à s'exiler, tant leurs conditions de vie sont rendues insupportables ?

Service de coopération et d'action culturelle, Consulat général de France à Jérusalem
Jean-Paul GHONEIM, conseiller de coopération et d'action culturelle
Jacqueline COULON LASCAUX, attachée de coopération sociale et humanitaire

Les collectivités locales françaises souhaiteraient mettre en perspective leur action dans la Bande de Gaza avec l'aide de la communauté internationale.

Depuis l'arrêt du conflit il n'y a aucune ouverture de la part d'Israël. L'aide humanitaire a de forts problèmes pour rentrer dans la Bande de Gaza. Une liste des produits a été rédigée et imposée par Israël : seulement 15 produits peuvent rentrer dans la Bande de Gaza. S'il est vrai que les gens ne meurent pas de faim à Gaza, il est certain que l'indigence s'installe.

Dans les hôpitaux, il n'y a plus de blessés hospitalisés, mais du fait de la durée d'hospitalisation très courte et de l'organisation à domicile des visites médicales.

Il y a très peu de coopérations décentralisées avec les villes de la Bande de Gaza.

La reconstruction de l'hôpital Al Quds de Gaza sera prise pour une partie en charge par la France (ce projet sera porté avec le cofinancement du Qatar et du Maroc). Deux bâtiments sont entièrement à reconstruire : le bâtiment du sous-sol (bloc technique et opératoire) ainsi que le bâtiment récréatif.

Le secteur privé est également à la recherche d'aide.

Divers mécanismes sont actuellement à la disposition des bailleurs de fond : 1) le GAS (successeur des TIM) ; 2) le fonds apporté par les pays de l'UE qui sert à acheter le gazoil pour alimenter la centrale électrique de Gaza ; 3) les mécanismes mis en place par la Banque Mondiale ; 4) le compte unique du trésor palestinien de l'Autorité Palestinienne dont l'argent collecté sert principalement à financer les salaires des fonctionnaires de l'administration publique. ; 5) Le fonds islamique du développement.

L'idée d'un gouvernement d'unité nationale fait son chemin. Il sera d'une importance fondamentale que la communauté internationale respecte et reconnaisse ce nouveau gouvernement.

Concernant l'Autorité palestinienne ; elle n'a aujourd'hui aucun contrôle sur la Bande de Gaza. Suite à la prise de pouvoir du Hamas, l'Autorité Palestinienne avait demandé aux fonctionnaires de se mettre en grève. Résultat : la plupart des fonctionnaires ont été remplacés par le Hamas. Au blocus d'Israël de Gaza, il s'est en quelque sorte ajouté également un blocus de l'Autorité Palestinienne.

Actuellement le Hamas contrôle la Bande de Gaza et souhaite contrôler également la reconstruction.

En Cisjordanie le processus de paix soutenu par l'Autorité Palestinienne donne peu des résultats. Au contraire la colonisation augmente à Jérusalem-Est et partout en Cisjordanie avec une politique de démolition systématique des maisons. Les incursions militaires israéliennes dans les villes palestiniennes sont quotidiennes. De plus, l'Autorité palestinienne a utilisé 35% de l'aide de la communauté internationale pour renforcer la police. Le plan de relance financé

en 2007 à l'occasion de la conférence de Paris à permis de financer les salaires des fonctionnaires et également de maintenir la sécurité et la paix asociale dans les Territoires Palestiniens et notamment en Cisjordanie.

Le poids des ONG en Palestine est aujourd'hui énorme et cela au détriment du secteur privé.

Consulat général de France

Alain REMY

La colonisation de la Cisjordanie et particulièrement à Jérusalem-est s'accélère. La politique de destruction des maisons, d'expulsion et des nouvelles implantations semble irrésistible.

La colonisation de Jérusalem-est, dans la vieille ville comme dans la périphérie, avance sans cesse et la volonté d'encercler la ville est claire. Le nord et le sud de la Cisjordanie perdront donc toute continuité et seront séparés. La Palestine sera donc fragmentée en trois parties. C'est déjà le cas aujourd'hui.

Le Hamas sort de cette guerre renforcée. Si des élections avaient lieu aujourd'hui, le Hamas serait vainqueur. Voilà le résultat d'une guerre qui était censé éliminer le Hamas, politiquement et militairement...



Si un gouvernement d'unité nationale voit le jour et si le Hamas accepte d'en faire partie, nous serons face à un accélérateur de l'histoire. En attendant la Bande de Gaza attend toujours la réouverture des points de passage pour la reconstruction.

La grande question reste ouverte : le droit international est-il toujours un outil efficace pour faire prévaloir la justice ?...l'impunité d'Israël prouve le contraire...

Sans la fin de la colonisation il n'y aura pas un Etat palestinien, or celle-ci ne s'arrête pas.

Conclusion : quelques points à retenir de la mission

La crise dans la Bande de Gaza ne peut être définie comme une simple crise humanitaire. Grâce à l'aide de l'UNRWA, 80% de la population de Gaza reçoit une assistance alimentaire et sanitaire.

Ce qui s'est déroulée à Gaza n'apparaît pas comme une guerre contre les actions militaires du Hamas, mais ressemble plutôt à une expédition punitive collective du type colonial destinée à maintenir la population dans un état de terreur.

Le préalable à la fin de la crise à Gaza, c'est la levée du blocus israélien. Sans la réouverture des points de passage, la reconstruction ne pourra pas se faire.

Un préalable important pour la reprise du dialogue et du processus de paix serait la création d'un gouvernement d'Union Nationale dans lequel il y aurait des ministres du Hamas. Ce gouvernement devrait recevoir la reconnaissance et le soutien de la communauté internationale.

La perspective politique de deux Etats reste la plus réaliste malgré un fort pessimisme largement partagé par l'ensemble de la délégation. Si l'Etat palestinien devait exister, il devrait se situer dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. Ce serait un Etat sans colons et avec une continuité avec la Bande de Gaza.

Dans l'état actuel des choses, on se dirige plutôt vers un modèle du type Afrique du sud, avec 3 petits Etats et des quartiers résiduels et encerclés à Jérusalem.

La question du respect du droit international, des droits palestiniens, et la fin de l'impunité d'Israël sont des questions clés. Est-ce que le droit est valable pour tous ? Sinon, quelle légitimité pour la communauté internationale de parler de démocratie et de droits ?

Le Fonds d'urgence

Concernant l'utilisation du fond d'urgence lancé par le RCDP et CUF quelques pistes qui seront précisées ultérieurement :

- soutien à ACTED, ONG française qui intervient sur le soutien et la sécurité alimentaire. Les bénéficiaires sont à la fois les familles les plus pauvres dont la plupart n'a pas accès au soutien de l'UNRWA, mais également les petits producteurs de fruits et légumes dont les terres ont été en grande partie ravagées. Objectif : maintenir une alimentation saine de base et favoriser les circuits courts, vu le blocus, ce qui parallèlement, à terme, pourra peut-être permettre un re-développement du secteur agricole. ;
- aide à la reconstruction de l'hôpital Al Quds : financement direct à l'organisation internationale du Croissant Rouge pour la reconstruction du lieu culturel ou jardin d'enfants de l'hôpital complètement détruits. ;
- fédération palestinienne des droits de l'homme : soutien de leurs actions notamment sur l'aide juridique aux familles victimes ;
- aide au soutien psychologique des victimes du conflit.

Mais il nous faut réfléchir à un mécanisme qui nous permet de poursuivre la coopération ville à ville dans la Bande de Gaza. **L'idée d'un programme en partenariat avec Acted pourrait être étudiée.** Il s'agirait de réfléchir à des activités à mener dans le cadre des services publics des municipalités de Gaza sans passer par des partenariats ville à ville classiques, car la situation politique et le blocus imposé par Israël ne le permet pas.

